

ENTENDEZ-VOUS, DANS NOS CAMPAGNES....

Il peut paraître déplacé, de la part d'un maire rural, d'appeler à la mobilisation en citant l'hymne national. Et pourtant, ce titre aux accents guerriers renvoie à une vraie urgence : oui, la démocratie est en danger, et la menace est d'autant plus redoutable qu'elle prend la forme d'une démarche feutrée, policée que la plupart des médias n'ont même pas remarquée. Les mauvais coups se préparent dans un silence étourdissant.

Nous voilà donc dans la nécessité de faire un peu de bruit, de battre tambour, à la manière des anciens gardes champêtres, dont la voix familière répercutait des « avis à la population ». Pour l'heure, il s'agit d'un avis de tempête, et il serait temps que les populations s'en émeuvent.

Car nous sommes en passe de connaître des changements fondamentaux dans notre organisation sociale, prélude au plus surnois des processus de déshumanisation. George Orwell, fin connaisseur des dispositifs totalitaires, tirerait son chapeau aux bureaucrates capables d'orchestrer, jusqu'à maintenant sans coup férir, la mise en place de cette dictature tiède.

Tout a commencé par une ingénieuse campagne de préparation des esprits. Nous l'avons tous en mémoire : combien de fois avons-nous entendu déplorer, dans la bouche ou sous la plume des meilleurs augures que le « morcellement » désuet de notre territoire en 36000 communes était contre-productif ! Cela était asséné comme une évidence qui se passait de démonstration.

Il est temps de remettre en question cette fausse évidence, de rappeler que ce maillage, fruit d'une si longue histoire qui a construit notre identité commune. La richesse née de la diversité, et les limites des communes actuelles en sont le résultat.

C'est cette réalité que l'on veut faire disparaître, au nom d'une modernisation porteuse d'efficacité et d'économies d'échelle.

Paradoxe suprême, cerise sur le gâteau, le train de mesures qui s'annonce en est déjà à l'acte III de la... décentralisation !

Cette modernisation passe par la création de pôles métropolitains et de communautés d'agglomération qui vident de leur sens les départements et les régions. Ces mégastructures, dont la direction sera déterminée par une poignée de décideurs hors de portée de voix de nos élus communaux et des concitoyens. Enfin dans la dernière partie de cet acte III, ces mesures prétendent, et c'est un comble, promouvoir une « égalité des territoires ».

Nous retrouvons là l'emploi de cette « novlangue » dont Orwell, encore lui, disait qu'elle permettait de désigner une réalité par un terme signifiant tout son contraire.

Qu'on en juge :

L'article 60 du projet dote le préfet de pouvoirs exorbitants ; il préside la commission départementale de coopération intercommunale composée d'élus, en fixe l'ordre du jour, peut faire passer sa carte de l'intercommunalité à la majorité simple, alors que les élus, ont besoin d'une majorité qualifiée des deux tiers.

Les communes sont de fait privées du libre choix de leur territoire de rattachement.

L'aide par habitant accordée par l'Etat n'est que de 64 euros pour une commune rurale, contre 128 euros pour une ville. Comme c'est étrange : on pensait que la concentration et les regroupements permettaient de faire des économies ?!?!

C'est donc l'idée même de démocratie qui est été bafouée pour imposer un système qui porte en germe la destruction de la démocratie locale.

Tout concourt, dans la logique de ce système, à laisser le monopole des décisions aux grands élus. En leur donnant les moyens de réaliser leurs ambitions, on fait d'eux les instruments d'une dérive libérale de l'action publique.

On tente, parallèlement, d'enfermer les élus locaux dans l'idée que faute de moyens, ils n'ont d'autre alternative que de courber l'échine, et ainsi de renoncer à une certaine idée qu'ils pouvaient se faire de la Politique, à savoir la construction d'une société plus juste, soucieuse des droits de l'homme, capable de relayer les politiques de solidarité, de justice sociale et de promotion d'un développement au service de tous.

Si nous baissons les bras, la commune va disparaître, alors qu'elle est la cellule de base de la respiration citoyenne et de l'action publique.

Demain, ce sera le tour des départements, eux qui avaient la charge d'assurer précisément une part essentielle de ces politiques, et qui avaient besoin, pour ce faire, du concours d'un Etat en voie de désengagement.

Ne nous y trompons pas : l'intercommunalité forcée est le premier angle d'attaque pour imposer un système néolibéral qui veut faire croire que la main invisible du marché apportera réponse à toutes les questions de société et à la crise que nous subissons.

Le moment est venu d'engager une contre-offensive, et il faut la livrer sur le terrain du politique.

Loin de supprimer des communes là où elles jouent tout leur rôle, il faut en créer de nouvelles, là où leur absence se fait cruellement sentir. C'est notamment le cas dans les banlieues des grandes métropoles, dont les habitants souffrent d'un manque de structures de proximité, et d'un déficit de représentativité ; ils ont besoin de cette institution pour prendre leurs responsabilités et se faire les moteurs d'une intégration réussie.

L'heure est donc à la Résistance : nous devons lutter contre ce détournement de démocratie, cette confiscation de l'initiative locale au profit des agglos tentaculaires.

Qui veut vivre dans un monde qui serait homogène du Nord au Sud, où rien ne distinguerait les rues piétonnes de Séville de celles de Berlin, pas même les enseignes des magasins ?

Récusons le modèle de société dessiné par des technocrates, celui des grandes zones bétonnées qui enferment déjà 80% de la population, celui, aussi, d'une « ruralité » morose, qui compresse l'urbain et le rural en n'en retenant que les effets pervers.

Il nous faut promouvoir, généraliser, le modèle d'une ruralité nouvelle ; nous en voyons, ici et là, s'incarner les promesses, celles d'une qualité de vie capable d'attirer un nombre croissant de nos concitoyens.

Il devient urgent de recréer les conditions d'une stabilité sociale, qui passe par le rétablissement d'un esprit de confiance, de solidarité et d'estime mutuelle.

Or c'est à l'échelon municipal que ces liens restent les plus forts, comme en témoignent tous les sondages, et le taux de participation à ces élections-là. C'est donc à partir de cette réalité que doit s'opérer la reconquête de l'opinion, le nécessaire réveil de la pratique civique.

Reste à nous faire entendre à nos responsables nationaux, qui semblent atteints d'une étonnante surdité.

Reniant ses promesses électorales, la majorité applique aujourd'hui avec zèle cette loi qu'elle n'a pas votée hier. Bien plus, dans son projet portant sur la réforme de l'action publique, elle contribue à l'accélération du processus en faisant l'éloge de la nécessaire compétitivité des territoires et en consacrant l'hégémonie urbaine dans le pilotage de tous les territoires pour l'action publique et le développement.

Quel paradoxe que de vouloir imposer le principe de compétitivité alors que nous devons précisément réparer les dégâts commis au nom de cette compétitivité même !

Les enjeux sont de taille, ne nous laissons pas dire qu'ils nous dépassent. Appelons à une grande insurrection des Communes, pour contrecarrer les effets des traités européens exigeant l'ouverture des services publics à la concurrence et la mise au pas des élus locaux. Ces derniers sont en première ligne pour rappeler les principes républicains aux chantres du marché et du tout-rentable, dont l'action tend à mettre tout le monde en concurrence avec tout le monde, alors que nous sommes demandeurs d'une société du bonheur de vivre.

Bonheur : le grand mot est lâché.

Ne craignons plus de le prononcer. Il désigne ce vers quoi doit tendre notre action ; c'est l'honneur des élus que de continuer à s'en revendiquer.

Henri de Latour

Maire de Lasalle en Cévennes